

## PREJUGES SUR L'ECONOMIE POLITIQUE.

(Traduit de l'anglais de Stanley Jevons.)

Bien des erreurs ont cours sur la science que nous allons considérer, chez des gens qui devraient mieux la connaître. Elles proviennent souvent de ce qu'on croit tout savoir en économie politique, sans l'avoir jamais étudiée. Aucune personne de bon sens ne s'aventure à contredire un chimiste sur la chimie, un astronome sur les éclipses ou même un géologue sur les roches et les fossiles. Mais chacun a son opinion, d'une façon ou d'une autre, sur le commerce mal entendu, sur l'effet des hauts salaires, sur le tort que fait l'offre du travail à bas prix, enfin sur cent questions d'importance sociale. Ces gens ne voient pas que ces matières sont en réalité plus difficiles à comprendre que la chimie, l'astronomie ou la géologie et que toute une vie d'étude ne nous suffit pas pour nous permettre d'en parler avec certitude. Et cependant ceux qui n'ont jamais étudié l'économie politique sont d'ordinaire les plus remplis d'assurance.

Le fait est que, de même qu'on méprisait autrefois la science physique, il y a aujourd'hui une sorte de défiance ignorante, d'impatience contre l'économie politique. L'homme aime à suivre ses propres impulsions et ses préjugés ; on le vexe en lui disant qu'il fait justement ce qui le conduira à un but diamétralement opposé à celui qu'il cherche. Prenons le cas de la soi-disant charité. Bien des personnes charitables pensent qu'il est vertueux de faire l'aumône aux pauvres gens qui la demandent, sans considérer l'effet qu'elle produira sur ces gens. Ils voient le plaisir du mendiant qui reçoit cette aumône, mais ils n'en voient pas les effets ultérieurs, c'est-à-dire l'augmentation des mendiants. La pauvreté, les crimes que nous avons sous les yeux sont en grande partie le résultat de la charité mal entendue du passé, charité qui fut cause qu'une bonne part de la population est devenue insouciant, imprévoyante et paresseuse. L'économie politique prouve qu'au lieu de donner des aumônes accidentelles et irrégulières, nous devons veiller à l'éducation du peuple, lui apprendre à travailler, à gagner sa vie, à épargner quelque chose pour aider sa vieillesse. S'il persiste dans sa paresse et son imprévoyance, il doit en supporter les conséquences. Mais comme cette manière d'agir peut sembler sévère, les économistes se voient condamnés par des gens au cœur sensible mais abusé. La science passe pour inflexible, impitoyable, et on en conclut qu'elle n'a pour objet que de faire le riche plus riche et de laisser périr le pauvre.

Tout cela n'est que méprise. L'économiste, quand il recherche comment l'homme peut le plus facilement se procurer les richesses, n'enseigne pas que le riche doit garder son bien comme un avare, ni le dépenser en luxures folles comme un prodigue. Il n'y a absolument rien dans la science pour dissuader le riche de dépenser sa richesse d'une façon tout à la fois généreuse et sage. Il peut aider avec prudence ses parents et ses amis ; il peut fonder de saines institutions publiques, telles que bibliothèques, musées,

parcs, hôpitaux, etc., favoriser l'éducation du peuple ou créer des établissements d'éducation supérieure ; il peut soulager ceux qui souffrent d'infortunes contre lesquelles ils n'auraient pu se prémunir. Les infirmes, les aveugles, tous ceux à qui il est absolument impossible de s'aider par eux-mêmes, sont naturellement désignés à la charité du riche. Tout ce que veut l'économiste, c'est que la charité soit réellement la charité et ne fasse pas de tort à ceux qu'elle veut aider. Il est triste de penser que jusqu'ici beaucoup de mal a été fait par ceux qui ne voulaient que le bien.

Il n'est pas moins triste de voir des milliers de personnes essayer d'améliorer leur position par des moyens qui ont justement l'effet contraire, par les grèves, par la résistance à l'emploi des machines, par des restrictions apportées à la production de la richesse. Les travailleurs se sont fait une économie politique à eux ; ils veulent devenir riches en s'efforçant de ne pas produire trop de richesses. Ils voient l'effet immédiat de ce qu'ils font, mais non le résultat final.

Il en est de même dans la question du libre échange. En Angleterre, nous avons fini par avoir la sagesse de laisser le commerce libre. Dans les autres pays, et même dans les colonies australiennes, il existe encore des lois pour rendre les gens plus riches en les empêchant de profiter des produits abondants des autres pays. Beaucoup de personnes se refusent encore à voir que la richesse doit s'augmenter en la produisant où on peut la produire avec le plus de facilité et d'abondance. Chaque place de commerce, chaque ville, chaque nation doit fournir ce qu'elle peut céder au meilleur marché, et les autres produits doivent s'acheter aux endroits où on peut aussi se les procurer le plus facilement.

L'économie politique nous apprend à regarder au-delà de l'effet immédiat de ce que nous faisons, et à chercher le bien de toute la communauté et même de l'humanité toute entière. La prospérité présente de l'Angleterre est due en grande partie à la science qu'Adam Smith donna au monde dans sa "Richesse des Nations". Il nous apprend la valeur du travail libre, du commerce libre, et aujourd'hui, cent ans après la publication de ce grand livre, il ne devrait pas y avoir tant de gens abusés s'efforçant vainement de s'opposer à ces leçons. Il est certain que, si le peuple ne comprend pas une économie politique vraie, il s'en fabriquera une fautive à sa façon. De là, l'impérieuse nécessité que personne, homme ou femme, ne soit élevé sans quelque idée de la science que nous allons étudier.

—) : : : (—

## LETTRES PATENTES

Le gouvernement provincial vient de donner des lettres-patentes à la "Hall Mowing Machine Co", formée dans les Cantons de l'Est pour fabriquer des faucheuses et autres instruments agricoles. Le capital est de \$100,000.

La "V. & R. Sporting Goods Co" de Québec, est aussi constituée civilement par lettres-patentes. MM. George Van Felson, Louis Bruneau, Arthur Picard, B. Leonard, Thomas Davidson, W. J.

Ray et David Watson sont les membres de la société, dont le capital est de \$20,000, et le siège d'affaires rue de la Fabrique, dans le bloc ci-devant occupé par la maison Beauty. Nos concitoyens débutez sous les meilleures auspices. Les deux sociétaires qui ont pris charge de la maison, MM. Van Felson & Bruneau, sont des experts consommés en matière de sport, et l'on vient de partout les consulter. Ils connaissent sur le bout du doigt toute la région de pêche et de chasse des Laurentides, savaient l'appât et le genre de ligne ou de mouche qui conviennent ici ou là. Cyclistes de première force eux-mêmes, il n'y a pas comme eux pour faire le choix d'une bicyclette.

La "Three Rivers Iron Works Co" est aussi incorporée. MM. A. A. Charlebois et Alch. Charlebois de Québec, W. Ducaan de Trois-Rivières, Hector McRae et George Duval d'Ottawa, sont les principaux associés. Capital : \$100,000.

— : o : —

## MARCHÉ AMÉRICAIN

A Boston, le beurre a baissé de 1 cent. On compte sur la reprise des beurrieres, et sur la sévérité des lois contre l'oléomar-garine pour relever les prix.

Les patates sont désappointantes pour les spéculateurs. Ils comptaient sur la rareté de l'article, mais leur calcul a manqué. Le marché a affaibli depuis la semaine dernière.

Le bœuf est toujours cher, on a cru à un accaparement ou corner des quatre grands propriétaires d'abattoirs de Chicago, Armour, Swift, Morris et Hamand, mais il paraît que c'est bel et bien la rareté du bœuf dans l'ouest qui cause la hausse.

— : o : o : o : —

En 1889, M. Charles Burroughs, de cette ville, renonçait, moyennant une certaine somme payée par le gouvernement provincial, à la pension à laquelle lui donnait droit sa sortie du service civil. Plus tard, Mme Burroughs réclama du gouvernement l'annulation de ce marché, en vertu du statut qui dit que les pensions de l'Etat sont incessibles. Le gouvernement contesta et gagna son point en Cour Supérieure et de revision, mais la Cour Supérieure vient de casser les décisions des cours inférieures. Dans aucun cas, les pensions du service civil ne peuvent être légalement cédées ni transportées. Nos félicitations à M. Charles Burroughs, et à son frère M. L. F. Burroughs, son avocat, qui a si bien conduit sa cause.

UN HOMME D'AFFAIRES devrait se tenir au courant des prix les plus bas. Sinon, ses concurrents achèveront leurs marchandises à des prix moindres, et il les verra s'enrichir, même en vendant à des prix plus bas. Il est nécessaire aussi qu'un marchand soit renseigné sur tout ce qui se passe dans sa branche de commerce dans son pays et ailleurs. Nous donnons ces différentes informations chaque semaine ou chaque mois au taux de \$1.00 à \$2.00 par année. Un détaillant de Québec qui s'est prévalu de l'information que nous lui avions donnée, a fait sur une seule transaction un profit de \$100. Ecrivez-nous franco sur demande.

The J. B. MacLean Co, journaux commerciaux, 146 St. James Street, Montreal. Canadian Grocer and General Storekeeper ; Hardware and Metal Merchant ; Dry Goods Review ; Printer and Publisher ; Bookseller and Stationer.